



## UN RETOUR AUX SOURCES DU RESO

L'éducation et la formation sont, depuis la naissance du Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO), ses raisons d'être, ses cibles prioritaires. Quand le RESO a commencé son action de revitalisation du Sud-Ouest, une des contraintes majeures rencontrées a été la formation de la main-d'œuvre.

« Il y a 20, 25 ans, c'était l'apogée du déclin industriel, les usines fermaient, il fallait réorienter les gens en les formant, en leur donnant des outils pour les préparer à leur réinsertion professionnelle. Ensuite, il était nécessaire de chercher de nouvelles entreprises qui les embaucheraient. Mais pour attirer ces dernières, il fallait avoir un atout de taille : une main-d'œuvre compétente, formée et qualifiée. C'est encore une réalité aujourd'hui », déclare Gilles Paquette, président du conseil d'administration du RESO.

Le développement économique communautaire tel que le RESO le pratique est de mettre d'abord la priorité sur les personnes afin de répondre aux besoins de développement du milieu. Ensuite, le RESO emploie toute son énergie pour aider les entreprises à créer des emplois et à les maintenir.

« Ce qui distingue le RESO des autres organismes économiques : ce n'est pas le développement économique pour le développement économique, mais c'est le développement économique pour répondre aux besoins des gens et avoir des retombées bénéfiques en

favor de la communauté du Sud-Ouest : les personnes sont au cœur de nos préoccupations », souligne Pierre Morrisette, directeur général du RESO.

### NOUVEAUX DÉFIS POUR L'ÉDUCATION ET LA FORMATION

Dans le contexte annoncé de restrictions budgétaires publiques, la formation et l'éducation vont devoir relever des défis. Néanmoins, il est crucial de continuer de répondre aux besoins des

personnes exclues du marché du travail qui ne sont pas pris en compte par les programmes réguliers.

« Une des forces du RESO, c'est de mettre en œuvre des idées novatrices, de sortir des sentiers battus, d'aller chercher des personnes qu'il est parfois difficile de joindre. Si les pouvoirs publics cessent d'appuyer le RESO dans ce mandat-là, qui va le faire?

Ils ne sont pas équipés pour cela. Ce sont des organismes comme le nôtre qui possèdent des idées originales, qui vont chercher les gens où ils sont, pratiquement un par un. Le projet de l'École des parents (voir « La Voix Pop » du 8 septembre, ndlr), appuyé par la Commission scolaire de Montréal, est un exemple significatif à ce sujet », explique Gilles Paquette.

« En plus des coupures financières, la plus grande perte qu'on ait eu à déplorer ces 5 à 10 dernières années, et ce, par rapport aux défis auxquels on fait face, c'est la capacité d'innover, d'avoir une marge de manœuvre plus grande, de sortir des programmes réguliers et des mesures d'Emploi-Québec, pour ensuite faire des projets qui sont vraiment adaptés à nos besoins particuliers. En disant cela, ce n'est pas pour dénigrer les mesures et les programmes réguliers qui sont adaptés en général mais, dans un milieu déshérité comme le nôtre, on a des besoins spécifiques, moins normés. Des outils plus adaptés à la réalité dans laquelle on évolue ne sont pas un luxe, ils sont indispensables », ajoute Pierre Morrisette.

### INNOVER ET RÉPONDRE AUX NOUVEAUX ENJEUX

Actuellement, il existe un contexte favorable à l'emploi dans le Sud-Ouest. Des opportunités sont présentes pour des personnes qui veulent se former et se qualifier.

Concrètement, il s'agit des grands projets en cours de développement : l'ouverture d'un hôtel dans le District Griffin, l'auberge internationale sur le site des Bassins du Nouveau Havre, le centre d'entretien ferroviaire de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) dans Pointe-Saint-Charles, ainsi que les retombées résultant du Centre universitaire de santé McGill (CUSM).

« Il existe des emplois mais les employeurs ont de plus en plus de difficulté à trouver de la main-d'œuvre qualifiée pour les occuper. Dans le Sud-Ouest, il y a encore de nombreuses personnes sans emploi que nous sommes prêts à qualifier, à former et à préparer pour occuper ces emplois. De plus, il existe de la part de madame De Courcy, présidente de la CSDM, une réelle intention de renforcer ses partenariats avec le RESO, ainsi qu'avec les autres corporations de développement économique communautaire (CDEC) de Montréal, pour créer des programmes, des services de formation adaptés à nos besoins spécifiques », insiste Gilles Paquette.

« Cet ensemble de circonstances nous permet d'être optimistes pour l'avenir du Sud-Ouest et notre objectif : faire du développement économique qui profite réellement à la population du Sud-Ouest, et avoir un impact tangible sur la pauvreté. Le RESO fait un développement pour les gens, par les gens et avec les gens », conclut Pierre Morrisette.



Pierre Morrisette, directeur général du RESO et Gilles Paquette, président du conseil d'administration du RESO.

# LE DÉVELOPPEMENT LOCAL CONTRIBUE AUSSI À LA RÉUSSITE DES ÉLÈVES

« L'appui au développement local s'inscrit dans la mission d'une commission scolaire. La loi l'indique : une commission scolaire a l'obligation de contribuer au développement de la ville dans laquelle elle se situe. Il s'agit d'une responsabilité sociétale que la CSDM aborde avec beaucoup de facilité parce que mon équipe est très consciente du rôle d'une commission scolaire dans le développement local », explique Diane De Courcy, présidente de la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Soulignons que le RESO aura le privilège de la recevoir le 28 septembre prochain à son forum de discussion sur le thème de l'éducation et de la formation, auquel toute la population du Sud-Ouest est conviée.

En outre, le développement local contribue, ajoute-t-elle, à améliorer la santé économique des familles, un facteur déterminant pour la réussite des élèves. « Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'enfants qui réussissent quand ils sont en milieu défavorisé, mais ça veut dire qu'il y a beaucoup plus de possibilités que les enfants réussissent mieux et en plus grand nombre quand les conditions économiques sont meilleures que modestes. C'est essentiellement pour cette raison qu'il est important de lier le développement local avec l'école », dit-elle.

Comment faire en sorte que des projets mis sur pied grâce à une collaboration entre l'école et la communauté aient une certaine pérennité, même si, par exemple, l'enseignant qui en est le maître d'œuvre change d'école ? demande-t-on à M<sup>me</sup> De Courcy. La stabilité du personnel, ce que cherche à faire la CSDM avec son projet de commission scolaire nouvelle, permettrait à des projets liant l'école et la communauté de bien s'enraciner, selon elle. « Il faut aussi décloisonner, ne plus travailler en silo, et adopter des approches qui sont minimalement de cinq ans. Les projets pilotes mis à part, il faut cesser le financement sur une base annuelle », ajoute-t-elle.

De nouveaux enjeux – pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, formation de la main-d'œuvre à occuper les emplois créés par les grands projets dans le Sud-Ouest, etc. – vont demander des réponses innovantes en matière de formation de main-d'œuvre. Les mutuelles de formation mises sur pied par le RESO et les autres corporations de développement économique communautaire (CDEC) contribueront à répondre à ces préoccupations, selon M<sup>me</sup> De Courcy. C'est aussi par la formation sur mesure que la CSDM jouera un rôle pour répondre à ces nouveaux enjeux, ajoute-t-elle.

Des organismes communautaires du Sud-Ouest, dont le RESO, ont formé le Comité d'action en persévérance scolaire du Sud-Ouest de Montréal (CAPSSOM). Comment la CSDM



Diane De Courcy, présidente de la Commission scolaire de Montréal, prononcera la conférence d'ouverture du forum que le RESO tiendra sur l'éducation et la formation le 28 septembre prochain.

voit-elle ce mouvement favorisant la persévérance scolaire ? « Le plan pour la persévérance scolaire du CAPSSOM, jumelé à ce que les écoles du Sud-Ouest ont pris comme virage, est porteur », affirme-t-elle. « Nous sommes sur la bonne voie : on a un projet commun basé sur une journée de réflexion qui a réuni la CSDM et les organismes communautaires. Une série de priorités et de recommandations en sont ressorties. Tout le monde a constaté, à l'occasion de cette journée, qu'il ne sert à rien de travailler chacun de son côté ; elle nous a permis de mettre nos plans d'action en commun », continue-t-elle. Une suite sera donnée à cette journée que la CSDM a tenu le 19 avril dernier et qui a réuni plus de 250 personnes provenant des milieux institutionnels et syndicaux ainsi que des organismes communautaires et des entreprises.

Des étudiants adultes sont parfois obligés de quitter l'école, alors qu'il ne leur reste qu'un cours ou deux à terminer avant d'obtenir leur diplôme de secondaire 5 ou les préalables à la formation professionnelle, en raison des exigences d'Emploi-Québec qui ne reconnaissent pas que certains ont des contraintes qui rendent leur cheminement plus long. « Il faut adapter les règles : il est important de considérer que la majorité des adultes qui ont besoin de plus de temps sont d'abord des parents. Ils ont besoin de services supplémentaires – par exemple, des services de garde en milieu scolaire ou des places privilégiées en CPE. Mais fondamentalement, il faut leur permettre de prendre plus de temps, et d'avoir un profil plus personnalisé. C'est ce que le RESO fait au centre Saint-Paul », dit-elle. « L'accompagnement des adultes en formation est nécessaire. On sait que la collaboration entre le RESO et le centre Saint-Paul, c'est une histoire à succès. Et il faut que ce soit soutenu. Il faut convaincre notre interlocuteur qu'est Emploi-Québec de procéder différemment », continue-t-elle en ajoutant que la CSDM se prépare à intervenir sur ce dossier en faisant des représentations auprès de l'agence gouvernementale.

## ASSEMBLÉE ANNUELLE 2011 ET FORUM SUR L'ÉDUCATION ET LA FORMATION

- Mettre les ressources éducatives au service du développement local
- Consolider une communauté apprenante
- Créer une synergie entre la communauté et l'école
- Réaffirmer le droit et l'accès à la formation des jeunes et des adultes
- Poursuivre des partenariats pour innover et répondre à de nouveaux enjeux
- Continuer le travail en faveur de la persévérance scolaire

OÙ

Centre culturel Georges-Vanier  
2450 rue Workman,  
à 5 minutes du métro Lionel-Groulx

QUAND

Le mercredi 28 septembre 2011

DÉROULEMENT

- 13 h **Accueil et inscription**
- 13 h 30 **Conférence d'ouverture** par Diane De Courcy, présidente de la CSDM
- 14 h **Forum sur l'éducation et la formation**
- 16 h 30 **Remise des bourses de reconnaissance** par Diane De Courcy et les commissaires scolaires de la CSDM, Benoit Dorais et Daniel Bélanger
- 16 h 45 **Assemblée annuelle**
- 17 h 30 **5 @ 7**

RENSEIGNEMENTS

[www.resomtl.com](http://www.resomtl.com)

RSVP

[ddore@resomtl.com](mailto:ddore@resomtl.com) ou 514 931-5737, poste 244

OR

## MERCI À NOS PARTENAIRES QUI APPUIENT LES ACTIVITÉS DU RESO



Commission scolaire de Montréal



Le génie pour l'industrie



BANQUE NATIONALE



Coopérer pour créer l'avenir



Centre financier aux entreprises  
Ouest de Montréal

SAJE accompagnateur d'entrepreneurs

ARGENT



fiducie  
de l'économie sociale



Cégep André-Laurendeau



Desjardins  
Caisse d'économie solidaire



FONDS de solidarité FTQ



Gosselin+Associés inc.  
Comptables agréés



Centre Saint-Paul



OI



CSAI  
Centre social et éducatif



AMT



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL

Centre de santé et de services sociaux du Sud-Ouest-Verdun



SNC-LAVALIN



100 1911-2011



FONDATION CSN  
POUR LA COOPÉRATION ET L'EMPLOI



ASSEMBLÉE NATIONALE QUÉBEC

Marguerite Blais  
Députée de Saint-Henri - Sainte-Anne  
Ministre responsable des Aînés

BRONZE



AGENCES DU SAINT-LAURENT



Centre universitaire de santé McGill  
McGill University Health Centre



FORMÉTAL



Comptabilité & Gestion  
Bureau d'expert comptable et d'audit  
Amin SASSI, CGA-Auditeur  
[www.sassi-cga.com](http://www.sassi-cga.com)



LE GARDE S'ENGAGER POUR TOUS



Cuisine Alou



Magma 1432



Héliane LeBlanc  
Députée de LaSalle-Émard  
MP for LaSalle-Émard  
Coordonnées du bureau / Office Address  
7475 Boul. Newman, bureau 307  
LaSalle, Qc  
H8N 1X3  
Tél./Tel. : 514-363-0954



brasseur  
montréal



BÂTIMENTIER



FDEM  
FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE MONTRÉAL INC.



CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



CARAPACE



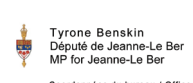
DESIGN  
IMPRESSION TEXTILE



MARINE PREND CORPS



SYLVESTRE FAFARD PAINCHAUD  
AVOCAT



Tyrone Benskin  
Député de Jeanne-Le Ber  
MP for Jeanne-Le Ber  
Coordonnées du bureau / Office Address  
2403 rue Centre  
Montréal, Qc  
H3K 1J9  
Tél./Tel. : 514-496-4885